



**Cahiers de l'Urmis**

2-3 | 1997  
Les étudiants

---

## Les étudiants dans une société en mutation

Valérie Erlich

---



### Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/urmis/396>

DOI : [10.4000/urmis.396](https://doi.org/10.4000/urmis.396)

ISSN : 1773-021X

### Éditeur

Urmis

### Édition imprimée

Date de publication : 15 juin 1997

ISSN : 1287-471X

### Référence électronique

Valérie Erlich, « Les étudiants dans une société en mutation », *Cahiers de l'Urmis* [En ligne], 2-3 | juin 1997, mis en ligne le 20 juin 2002, consulté le 08 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/urmis/396> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/urmis.396>

---



Les contenus des *Cahiers de l'Urmis* sont disponibles selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International.

# *Les étudiants dans une société en mutation<sup>1</sup>*

Par Valérie Erlich  
SOLIS - UNSA

Comment s'est constitué le groupe étudiant tel que nous le connaissons aujourd'hui ? Quelles sont les évolutions de la place des étudiants dans la société depuis un demi-siècle ? Cette étude socio-historique tente de répondre à ces questions et de situer les étudiants dans la société actuelle. Elle n'est intelligible que si elle est reliée aux transformations de l'institution universitaire et de l'enseignement supérieur, mais aussi aux différents contextes - historiques, économiques, politiques, institutionnels et sociaux (réformes gouvernementales, interventions de l'Etat, politiques économiques), qui ont accompagné la formation du groupe et conduit à sa forme actuelle. Il s'agit donc d'étudier les conditions sociales et politiques qui sont au principe de la formation du groupe, d'analyser les mécanismes d'agrégation à ce groupe et d'interroger le travail de "regroupement, d'inclusion ou d'exclusion" (L. Boltanski, 1982), cet espace de représentations, qui est au fondement de l'identité étudiante. C'est ce travail qui permet de perpétuer l'existence de la catégorie étudiante et qui devient constitutif de la catégorie elle-même.

Cette étude socio-historique ne se li-

mite toutefois pas à une description strictement chronologique, mais tente de dégager et d'examiner successivement les traits majeurs d'une évolution d'ensemble. Sont donc combinées à la fois une approche chronologique et une réflexion sociologique, qui permettent de faire apparaître la signification et la cohérence des événements qui ont transformé le monde étudiant depuis le XIX<sup>ème</sup> siècle, et plus précisément depuis les lendemains de la seconde guerre mondiale.

## **1. De l'invention de l'étudiant à l'institutionnalisation du statut étudiant**

### *1.1. Les étudiants et l'organisation du "haut enseignement" : l'héritage du passé*

Trois traits principaux caractérisent les étudiants du XIX<sup>ème</sup> siècle, qui tiennent en grande partie aux structures de l'institution scolaire et à l'organisation de l'enseignement supérieur en France au cours des siècles qui précèdent :

- d'une part, le recrutement des étudiants, bourgeois, aristocratique et exclusivement masculin. Les étudiants du XIX<sup>ème</sup> siècle forment un groupe homogène et se recrutent selon J. Burney, "*presque exclusivement parmi les classes supérieures traditionnelles*", (1988, p. 163). De fait, le système scolaire reproduit la division de la société en classes, juxtaposant ainsi "*l'école des notables*" et "*l'école du peuple*", (Prost, 1968, p. 10), la première étant exclusivement réservée aux garçons, puisque l'étudiante (au sens actuel du terme) est née à la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle.

- d'autre part, la distinction entre les étudiants au sein des facultés et les étudiants des Grandes Ecoles. L'enseignement supérieur au début du

XIX<sup>ème</sup> siècle, conçu dans l'esprit de la Révolution, se distingue par l'avènement d'une spécialisation professionnelle au détriment d'une unité encyclopédique, qui caractérisait l'Université de l'ancien régime, l'utilité et les résultats pratiques l'emportant sur la connaissance théorique. C'est ainsi que sont créées en 1795, les Ecoles "spéciales", au premier rang desquelles l'Ecole Polytechnique. Les facultés sont à cette date également conçues comme des écoles professionnelles dans une perspective purement utilitaire. Deux types d'étudiants apparaissent au sein des facultés du XIX<sup>ème</sup> siècle : l'"étudiant professionnel" en facultés de droit et de médecine, et l'"étudiant libre", beaucoup plus rare, inscrit en lettres ou en sciences, facultés dites "académiques", car préparant au baccalauréat et devenant en quelque sorte des écoles d'enseignement secondaire sans public étudiant. Cette conception de l'enseignement supérieur va s'inverser, à partir de 1870. Après la victoire de la Prusse à Sadowa en 1866 qui montre l'infériorité scientifique de la France, la réforme des facultés en 1877 réinstaura leur fonction scientifique au détriment de leur fonction professionnelle et ouvre ainsi les portes des facultés de sciences et de lettres aux étudiants. Les facultés deviennent alors des lieux consacrés à l'enseignement et à la recherche, à l'opposé des Grandes Ecoles vouées à la professionnalisation. De là est née l'opposition tranchée entre les étudiants des Grandes Ecoles et ceux des facultés.

- Enfin, un mode de vie spécifique qui distingue la jeunesse bourgeoise et privilégiée de la jeunesse populaire. Tout au long du XIX<sup>ème</sup> siècle, les images d'Epinal chères à la littérature de l'époque évoquent une vie bohème, des étudiants plus âpres aux loisirs qu'à l'étude, et dont les distractions

(café, cabaret, théâtre, bals...) représentent le centre de la vie étudiante. D'une certaine façon, l'Ecole du peuple et l'Ecole des notables opposent deux jeunesses entre elles : la jeunesse populaire (qui travaille et habite au domicile familial) et la jeunesse bourgeoise. Cette dernière poursuit des études, elle ne travaille pas encore et dépend financièrement des parents ou de la famille, mais n'habite plus au domicile parental et jouit donc de son indépendance. Le temps des études apparaît comme un intermède entre la rigueur des études secondaires et la perspective du mariage et de la carrière. Le plus important n'est pas la formation que l'étudiant reçoit mais les valeurs dont il s'imprègne : une certaine aisance de comportement que lui inculquait le mode de vie universitaire, fondement de sa future supériorité sociale.

Mais ces images de l'étudiant privilégié appartenant à une petite élite, qui constituaient les références de la littérature du XIX<sup>ème</sup> siècle jusqu'au milieu du XX<sup>ème</sup> siècle, et qui hantent encore le souvenir, ont disparu aux lendemains de la seconde guerre mondiale. On ne peut comprendre les transformations qui, dans l'après-guerre, ont affecté les étudiants, si l'on ignore ce que ces changements doivent à l'institutionnalisation du groupe dans les années 50-60, amorcée dès les lendemains de la première guerre mondiale, et qui lui a conféré un caractère durable et incontournable dans la société contemporaine.

## 1.2. L'étatisation du statut étudiant

C'est la première guerre mondiale et ses bouleversements sociaux qui vont contribuer à modifier le monde étudiant. Avec la guerre, la situation matérielle des étudiants s'est nettement aggravée. On assiste à la détérioration de

leurs conditions de vie, de leur état de santé, l'insuffisance alimentaire et les restrictions de la guerre ayant entraîné les ravages croissants de la tuberculose. C'est dans ce contexte que naît le mouvement "corporatiste" qui prône la création d'institutions ayant pour but d'aider plus efficacement les étudiants touchés par la maladie ou la crise économique. Ce mouvement est issu des associations d'étudiants, nées au XIX<sup>ème</sup> siècle, non pas dans un but corporatiste mais dans un état d'esprit qui relevait du folklore, leurs principales activités demeurant l'organisation de fêtes, de bals et de banquets. Même lorsque l'Union Nationale des Associations générales d'Etudiants de France (UNEF) fédère ces associations en 1907 sous le régime de la loi de 1901, elles gardent un caractère anachronique ou frivole qui les empêche de définir réellement des intérêts corporatifs étudiants, du moins jusqu'en 1914. Lorsque la guerre a bouleversé cette vie factice, les étudiants se sont tournés vers les associations générales pour organiser l'entraide, les préoccupations sociales se joignant alors au folklore traditionnel. Sous la pression des Associations Générales et des demandes exprimées par l'UNEF, de nombreux services coopératifs vont se développer, souvent grâce à l'aide de quelques individualités généreuses : création de services de renseignements, de logements, de restaurants, de sports, de voyages, de santé pour les étudiants... Mais, en fait, la plupart des institutions créées seront peu à peu transformées en services publics, fondations ou offices, dont la gestion échappera totalement à l'UNEF et aux étudiants, notamment le "Comité supérieur des oeuvres sociales" officialisé en 1936, à l'instigation du ministre Jean Zay, coordonnant toutes les formes d'aides aux étudiants. Ainsi se manifes-

te un début d'initiatives corporatistes et des systèmes d'aides étatisés qui témoignent d'une prise de conscience des problèmes matériels et sociaux des étudiants. Mais il n'était en revanche pas encore mention du statut et du rôle de l'étudiant dans l'Université et dans la nation.

C'est au lendemain de la seconde guerre mondiale, que la question du statut de l'étudiant dans la société fut véritablement posée par les organisations étudiantes. Leurs revendications devaient aboutir le 24 avril 1946, puisque c'est à l'issue des délibérations du Congrès de l'UNEF que fut proclamée la Charte de Grenoble, définissant l'étudiant comme "*un jeune travailleur intellectuel*". De cette triple qualité de l'étudiant, la Charte en tire une série de conséquences qui sont les droits et les devoirs des étudiants : protection sociale, droit au repos, liberté d'opinion, indépendance matérielle, libre exercice de droits syndicaux. La définition de la Charte de Grenoble, en employant les termes "travailleur intellectuel" pour qualifier l'étudiant, le place au sein de la communauté active, au même titre que l'apprenti ou le jeune ouvrier. De ce point de vue, il existe un quasi consensus pour considérer l'état d'étudiant comme une étape du devenir social de l'individu. C'est en effet une préoccupation constante d'un point de vue juridique de ne pas considérer les étudiants comme une catégorie à part dans le monde social. Ce n'est que lorsque le statut juridique de l'étudiant fut légalement officialisé en 1946, que les étudiants firent l'objet d'une politique générale de prévoyance sociale, induite par les porte-parole syndicaux du groupe, et que se mirent en place des organismes institués propres aux étudiants. La loi du 23 septembre 1948 votée à l'unanimité, étend le régime de Sécurité sociale aux étu-

dians, leur accordant ainsi un véritable statut juridique, qui ne s'est pas modifié depuis puisque en 1990, le Ministère de l'Education nationale convient que : "La population étudiante se caractérise, au titre de la loi de 1948, par l'inscription dans un établissement ou section d'établissement donnant droit au régime spécifique de prestations sociales et d'aides associées (logement, restauration, prêts..)". Lors de l'instauration définitive du régime de sécurité sociale étudiante, s'est constitué un système complexe d'institutions et d'agents ayant pour fonction spécifique le traitement de la jeunesse étudiante (Mutuelle Nationale des Etudiants de France - MNEF - en 1948, Centre national des oeuvres universitaires - CNOUS - en 1955...). La mise en place des modes de solidarités étudiants a ainsi abouti à l'institutionnalisation d'un système d'aides qui devait permettre, outre de garantir les étudiants contre certains des aléas de la vie étudiante et de s'étendre à de nouvelles catégories sociales, d'assurer la prise en charge et l'encadrement d'une population de plus en plus importante.

C'est donc à partir des années 1950, que l'on peut véritablement parler d'un régime institutionnel d'aide aux étudiants. Cependant, ces années qui se caractérisent par un effort de codification et de reconnaissance sociale du statut étudiant, sont marquées par l'absence des étudiants dans les discours et les débats de l'époque sur la massification des flux scolaires et la démocratisation, qui ne portent alors que sur l'école primaire et le secondaire (prolongation de la scolarité obligatoire). Ainsi en 1960, P. Gaudez notait : "Aucune réflexion n'est menée sur le "fait étudiant", sur sa signification, sur son rôle. En conséquence, point de question sur l'origine sociale des étudiants, sur la démocratisation de l'Université (...)", (1961,

p. 41). Ce n'est qu'au début des années 1960, que les étudiants se retrouvent au centre de ces préoccupations.

## 2. De l'Université des Héritiers à l'Université de masse"

L'un des phénomènes majeurs de ces quarante dernières années est l'accroissement considérable du nombre des étudiants, qui est lié lui-même à l'évolution du rôle de l'Université. Il y a près d'un demi-siècle, celle-ci privilégiant les "belles lettres", les sciences historiques et juridiques, elle avait pour fonction presque exclusive de transmettre et de perpétuer la science, les traditions de l'humanisme classique et de la culture. D'un côté, l'Université pourvoyait au renouvellement de ses propres cadres, de l'autre, elle permettait à un nombre limité d'étudiants de s'engager dans les carrières libérales, juridiques et médicales notamment. Cette Université traditionnelle a subi une crise de mutation d'une ampleur sans précédent. Dans la mesure où les emplois tertiaires ont pris une importance déterminante, elle a dû élargir son recrutement et fournir à l'économie les cadres techniques, scientifiques et administratifs dont elle avait besoin. Elle s'inscrit par nécessité dans un rapport plus étroit avec le monde économique. Cette évolution a des conséquences très importantes sur le milieu étudiant : en élargissant ses propres frontières, le milieu étudiant a perdu de sa spécificité.

### 2.1. La massification des effectifs étudiants

La rupture entre l'étudiant d'hier et celui d'aujourd'hui peut en partie s'expliquer par une mutation démographique : l'accroissement des effectifs scolarisés dans l'enseignement supé-

rieur et à l'Université (de 30 000 étudiants en 1900 à 1,4 millions en 1994) est indiscutable, notamment entre 1961 et 1969, où les effectifs sont multipliés par 2,7. Cette "explosion scolaire", dont on doit le terme à L. Cros (1961), s'est banalisée tant elle a été décrite et a retenu l'attention. Elle s'est accompagnée de l'accroissement quantitatif de la proportion de femmes à l'Université : de 3% en 1900, elle est passée de 34% en 1950 à 43% en 1970. Aujourd'hui, elle est de 55%.

L'inquiétude qu'aurait pu susciter l'ampleur des effectifs au cours des années 1960, n'a pas entamé les discours optimistes de l'époque qui se mobilisent sur les étudiants et l'enseignement supérieur. C'est ainsi que sur le modèle américain et les nouvelles techniques de management scientifique, les thèses du néo-libéralisme prévalent et concluent à la nécessité d'élever le niveau d'instruction et de former de plus en plus d'étudiants qualifiés et professionnellement formés à des postes de cadres. Or, l'enseignement supérieur n'accueillait encore qu'un petit nombre d'étudiants et il importait d'accroître les flux. Les gouvernements ont ainsi fait de la formation de travailleurs qualifiés et de cadres diplômés, l'un des axes majeurs de la politique de développement économique de la société française des années 1950 et 1960. Comme le souligne L. Boltanski, un thème domine dans ces années : "*celui de l'ouverture des frontières, de la fin du "protectionnisme" et des effets salutaires de la concurrence liée à l'"intégration dans la vie économique internationale"*, (op. cit., p.355). L'enseignement de masse résulte donc d'une politique volontariste, qui apparût comme une garantie contre une régression économique, mais il résulte également d'une demande sociale croissante de formation,

dans une société où l'enseignement supérieur apparaît aux familles comme un facteur de promotion sociale. Ces considérations ont conduit à une révision complète du dispositif universitaire.

Pour faire face à la demande accrue de formation et à la rentabilisation des étudiants sur le marché de l'emploi, les premières mesures mises en place ont pour effet l'allongement des formations universitaires et le développement de l'offre de formation. Les mesures les plus décisives sont l'oeuvre de la réforme de 1966, mise en place par le ministre C. Fouchet, qui restructure les études universitaires en trois cycles, impose la spécialisation des filières, et surtout crée les Instituts Universitaires de Technologie (IUT), à visée professionnelle. La restructuration des enseignements et des formations s'accompagne de créations de nouvelles universités (à Reims, Amiens, Rouen, Nantes, Nice, Orléans-Tours..), mais aussi du recrutement d'un nombre important de professeurs. Parce que le système scolaire est sommé de participer à la modernisation du pays, la période qui s'écoule entre l'explosion scolaire et la crise de mai 68 est également propice à une révolution des contenus scolaires. Les disciplines littéraires, réputées socialement sélectives et insuffisamment utiles, sont directement visées tandis que les sciences, censées objectives, prennent une importance considérable notamment par rapport à l'enseignement du latin et des humanités classiques (P. Snow, 1968). La domination des sciences se fait presque sans débat, d'autant que, dans le contexte des années 1960, promouvoir les mathématiques, c'est faire oeuvre de démocratisation.

## 2.2. Vers une démocratisation de l'enseignement supérieur ?

Si la démocratisation de l'enseignement a été l'objectif explicite de toutes les politiques scolaires depuis le Front populaire (à l'exception de celle de Vichy), elle n'apparaît réellement en ce qui concerne l'enseignement supérieur qu'à l'aube des années soixante, lorsque l'accroissement des flux étudiants devient incontestable. Or, on ne peut saisir cette problématique sociale qui se constitue sur les étudiants et l'enseignement supérieur dans ces années, sans analyser la contribution que la sociologie a apporté à sa légitimation. Après les économistes, les planificateurs, les syndicats, dont le mot d'ordre est celui d'"égalité des chances", les sociologues vont prendre parti et inciter à pousser plus loin les débats quantitatifs sur les flux étudiants. S'ils reconnaissent un progrès quantitatif, la croissance des effectifs étudiants pouvant constituer des indicateurs de démocratisation, ils montrent que l'afflux des étudiants n'a pas effacé pour autant les différences hiérarchiques et sociales. Ce sont en fait les couches sociales qui étaient déjà les plus favorisées qui ont bénéficié de l'affaiblissement des normes de sélection. A eux seuls, les enfants dont les parents sont cadres supérieurs et professions libérales totalisaient 30% des effectifs en 1965 et 33% en 1975 contre respectivement 8% et 13% des enfants d'ouvriers. La démocratisation de l'enseignement supérieur se réduit en fait "à l'extension du privilège universitaire à l'ensemble des enfants issus de la bourgeoisie et de la petite bourgeoisie intellectuelle", (Baudelot et al, 1981, p. 50). P. Bourdieu et J.-C. Passeron, dans leur ouvrage *Les héritiers* (1964), en calculant les probabilités d'accès des diffé-

rentes classes sociales à l'enseignement supérieur, montrent ainsi que l'inégalité sociale n'a guère été mise en cause par l'accroissement des flux étudiants. Un fils de cadre supérieur avait alors quatre-vingts fois plus de chances d'entrer à l'université qu'un fils de salarié agricole et quarante fois plus qu'un fils d'ouvrier alors même que ces groupes sociaux étaient les plus représentés sur l'ensemble de la population active ! De fait, l'Université offrait une "image renversée de la nation". Cette thèse eut un immense retentissement et constitue le soubassement de la plupart des travaux sociologiques qui porteront sur les étudiants des années 1960 à nos jours : qu'elle soit décrite comme reproductrice des hiérarchies (P. Bourdieu et J.C. Passeron, 1964, 1970), qu'elle maintienne ou aggrave les inégalités économiques (R. Boudon, 1973)..., l'institution scolaire n'y apparaît pas démocratique.

C'est dans ce contexte social des années 1960 et 1970 que les étudiants font l'objet de vifs débats sur leur nature sociale et que se constitue une nouvelle forme de représentation sociale de l'identité étudiante, focalisée sur la question de la démocratisation, de l'inégalité des chances, conditionnée par la classe sociale d'origine des étudiants. Car si P. Bourdieu et J.-C. Passeron doutent que les étudiants puissent constituer un groupe social homogène indépendant et intégré, et sans pour autant assimiler le statut étudiant à un statut de classe, ils reconnaissent toutefois un principe unificateur à l'identité sociale des étudiants : celui de leur origine de classe. Si différents soient-ils, tant dans leurs conditions d'existence que dans leurs chances de réussite, les étudiants se ressemblent par la nature du rapport qu'ils entretiennent avec ce qu'ils sont. Dans cette optique, le milieu étudiant doit nombre de ses

caractères au groupe qui y reste dominant numériquement et statutairement, c'est-à-dire les classes favorisées.

### 2.3. La rupture entre les étudiants et la société

La soudaineté de l'explosion de mai 1968, la surprise de l'opinion pourraient laisser croire que la politique fut chez les étudiants un fait nouveau. En fait, il n'en est rien. Les étudiants ont toujours été partie prenante dans les joutes politiques, et, depuis le moyen âge, ils se sont mobilisés pour défendre leurs privilèges ou plus tard pour défendre des causes politiques, que ce soit en 1789, en 1830 ou en 1848. Mais on peut distinguer les mouvements étudiants depuis les années 1960 des mouvements précédents. Auparavant, les étudiants prenaient fait et cause pour ou contre les thèmes politiques généraux, s'alliaient avec tel ou tel parti politique contre tel autre. Après 1950 et surtout 1960, il en est allé autrement. D'une part, les mouvements étudiants se caractérisent par un rejet des formations politiques traditionnelles et par un effort de création de forces politiques autonomes. D'autre part, leurs mots d'ordre unissent aux revendications politiques des revendications universitaires ainsi que des revendications plus originales concernant la vie quotidienne et la société. Sociologues, journalistes, économistes, hommes politiques... n'avaient pas prévu la soudaineté de la crise de mai 68. De nombreuses interprétations ont été données pour l'expliquer. Ainsi la révolte étudiante a pu être comprise comme une crise du monde universitaire, les analystes s'accordant à reconnaître que ce qui était en cause en mai 68, c'était l'inadaptation des structures de l'Université et des formes de hiérarchie qui la caractérisaient, la crise de croissance des effectifs étudiants ayant

accru la fragilité des rapports pédagogiques entre les étudiants et les professeurs ; elle a pu également être attribuée à une crise politique s'exprimant par le rejet des institutions politiques traditionnelles et des mouvements de jeunesse classiques, et, dans le sillage de la guerre du Vietnam, par la montée de nouvelles forces politiques à caractère révolutionnaire (maoïstes, castrites...) ; elle a également été assimilée à une crise spirituelle, remettant en cause les valeurs de la société globale : refus des modèles culturels dominants et des institutions bureaucratiques, rejet des habitudes de "consommation", dénonciation de la société capitaliste et bourgeoise.

Mais la mobilisation des étudiants fut aussi celle de la jeunesse. Les années 1966, 1967 et surtout 1968 ont montré quel rôle détonateur le mouvement étudiant pouvait jouer par rapport aux classes d'âge et la dynamique qu'il pouvait créer dans les luttes sociales. Ce qui nous amène à de nouvelles représentations et perceptions qui mettent en avant le critère d'âge comme principe explicatif de l'identité étudiante. Les travaux de la période post-mai 68 conclueront résolument à l'existence d'un groupe social idéologiquement cohérent et conscient de sa force. La stratification par classes d'âge est ainsi l'élément explicatif qui permet de rendre compte du comportement des jeunes, de leur spécificité et de leur constitution en sous-groupe. Avec profusion, les auteurs s'attacheront ainsi à déceler la force de transformation, le "potentiel révolutionnaire", les "accès de fièvre" (Aron, 1968), que les mouvements de contestation des jeunes pouvaient receler (Touraine, 1968 ; Sauvy, 1970) et décriront ainsi l'aventure de cette génération (Hamon, Rotman, 1987, 1988). Dans ce contexte, la notion de jeunesse a été liée à celle de crise,

thème présent dans l'opinion publique et dans de nombreux essais consacrés aux jeunes et aux étudiants. Ces analyses qui se fondent sur le statut social lié à l'âge accordent ainsi une prévalence à ce critère au détriment de l'appartenance de classe et insistent sur l'existence de centres d'intérêts ou de modèles culturels communs aux jeunes ouvriers et aux étudiants. Avant mai 1968, E. Morin avait déjà insisté sur cette hypothèse et sur le surgissement de l'adolescence en tant que classe d'âge, avec ses modèles culturels et éthiques spécifiques (1962). Avec la diffusion de la mode yéyé à partir de 1962 puis le mouvement hippie aux Etats-Unis, une nouvelle conception est apparue, celle de l'homogénéisation des comportements consommatoires et des modèles culturels de la jeunesse. La mode de la jeunesse se manifeste par l'apparence d'une "subculture" (littérature, poésie, musique, normes vestimentaires) qui doit autant à l'intervention des mass-médias qu'aux modèles produits par les jeunes (en France par exemple par le groupe de presse et de radio "Salut les copains").

Après les manifestations de mai 68, la remise en ordre fut assez rapide. Sur le plan universitaire, la rentrée suivante s'effectue sous l'égide de la loi d'orientation d'Edgar Faure adoptée à l'automne 1968, qui subdivise les facultés en UER (Unités d'enseignement et de recherche) spécialisées, modifie les études, instaure le contrôle continu et le système des unités de valeur dans les facultés de Lettres. Mais surtout elle fait entrer en application la liberté d'expression politique et syndicale à l'intérieur des facultés et la participation des étudiants à la gestion des organes universitaires. Sur le plan politique, l'échec du mouvement fut rapide puisque les élections législatives anticipées de juin 1968 voient le triomphe des conservateurs.

Surtout la loi d'orientation qui consacre les élections universitaires a achevé de disperser les forces étudiantes. Engluée dans ses débats idéologiques, l'UNEF se brise sur la loi d'orientation et le problème des élections dans les conseils d'université, opposant le courant "gauchiste" qui préconise le boycott des élections et un courant plus réformiste qui accepte de jouer le jeu des élections (UNEF renouveau). Quelles que soient les tendances, on assiste à une énorme baisse des effectifs dans les syndicats étudiants. L'Université est restée en quelque sorte en état de choc, toute la décennie qui suivit 1968.

Quelques années après 1968, le thème de l'insertion socio-économique va supplanter celui des cultures ou des sous-cultures juvéniles et des dispositions éthiques des jeunes, la crise économique mettant en valeur les "*contradictions de l'Université de masse*" (Lévy-Garboua, 1976).

#### 2.4. La rupture entre les étudiants et le monde économique

Les derniers soubresauts des mouvements contestataires étudiants coïncident à peu près avec le déclenchement de la crise économique mondiale qui déstabilise les anciennes filières formation-emploi, engendre un chômage de plus en plus massif, dont les jeunes, et en particulier, les filles sont les principales victimes. C'est dans ce contexte social que les discours sur les étudiants et l'enseignement supérieur vont s'inverser. En l'espace de quelques années, on est passé d'une idéologie dominée par la pénurie et par l'absolue nécessité de former des cadres à une idéologie inflationniste conduisant à une surproduction des effectifs étudiants. Les discours politiques, journalistiques, sociologiques s'accordent à reconnaître l'inadaptation de l'Université au système écono-

mique et déplorent les effets "dysfonctionnels", "inutiles" et "coûteux" de l'"Université de masse" (Boltanski, 1982, p.312), allant jusqu'à se demander à la fin des années 70 : "A quoi sert l'Université ?" (Amiot, Frickey, 1978). En fait, les difficultés que rencontrent les étudiants changent de nature. Dans les années 1960, elle sont dues à l'avènement de la société de consommation, aux mutations sociales et aux transformations des modes de vie qui en résultent. A partir du milieu des années 1970, elles sont dues à des causes économiques. Les recherches produites fournissent grâce à l'étude des trajectoires scolaires et des modes d'insertion professionnels des jeunes, une vision nouvelle des modalités de structuration du champ scolaire et des étudiants. Ces derniers sont ainsi appréhendés en tant que futurs travailleurs ou futurs "chômeurs" sur le marché de l'emploi.

Ainsi J.-C. Passeron constate une inflation des diplômes (1982) et P. Bourdieu, les formes de déclassement des diplômés (1978), qu'il attribue aux transformations des rapports entre classes sociales et système d'enseignement, les classes supérieures les plus riches en capital économique intensifiant leurs stratégies d'utilisation de l'enseignement et contraignant les autres fractions de la société à intensifier leurs investissements scolaires. La plupart des sociologues s'accordent toutefois à constater une dévalorisation relative des diplômes de l'enseignement supérieur. On ne peut pas alors parler, selon C. Baudelot, R. Benoliel, H. Cukrowicz et R. Establet (1981), de prolétarianisation des étudiants au sens strict. En fait, les principales victimes de ce processus sont les non-diplômés qui entrent sur le marché du travail. De toutes les études produites sur les étudiants depuis le milieu des années 1970, on peut donc relever la convergence des résultats. En gros, ils

montrent que la crise économique a touché tous les jeunes, que les garanties professionnelles sont devenues aussi plus aléatoires, mais que les diplômés de l'enseignement supérieur demeurent la meilleure protection contre le chômage. Toutefois, alors que la période de 1960 à 1972 avait été celle de la possibilité scolaire (d'accéder sûrement par l'obtention d'un diplôme aux rangs les plus qualifiés), la période qui s'ouvre de 1972 à 1975 est celle de la nécessité scolaire (nécessité de posséder un diplôme) (Terrail, 1995).

Dans ce contexte de crise économique et de surproduction des effectifs, la gestion des années 1980 et du début des années 1990, est marquée par un effort matériel important et par une réorganisation des études, placée sous le signe de la professionnalisation (politique d'adaptation des formations aux débouchés, *numerus clausus* en médecine, création de formations spécialisées et des Instituts Universitaires Professionnalisés...). Les revendications étudiantes se sont également transformées et adaptées aux préoccupations économiques. Depuis le milieu des années 70 intervient une nouvelle rupture dans les représentations des étudiants : le scepticisme, le pragmatisme, l'individualisme qui auraient remplacé l'enthousiasme militant, l'utopie sociale, la solidarité. Ainsi note J.-C Passeron : "*Comme le montrent alors les enquêtes sur le milieu étudiant, les nouvelles cohortes retrouvent, avec l'inquiétude sans phrases sur leur devenir professionnel, les chemins de la résignation scolaire et les calculs réalistes de l'ascension sociale (...)*", (1986, p.394). Mais si les étudiants refusent désormais les formes de récupération des syndicats traditionnels, ils n'ont cependant pas perdu leur caractère contestataire. Les manifestations des années 1980 - où les femmes sont d'ailleurs partie prenante -

en rendent compte. Elles sont conduites sans engagement politique et ressemblent plus à des explosions qu'à des mouvements militants ou politiques. Le réveil a lieu en 1986 contre la loi Devaquet qui annonçait la sélection à l'entrée de l'université, l'augmentation des droits universitaires. En 1990, les lycéens manifestent contre la dégradation de leurs conditions matérielles. Surtout en 1994, les étudiants se rassemblent contre le Contrat d'Insertion Professionnelle (CIP)<sup>2</sup>. Or, ce dernier a révélé aux étudiants leur propre fragilité sociale en annonçant "officiellement" la dévaluation de leurs diplômes sur le marché de l'emploi, ruinant ainsi les discours des années 80, quand il était proclamé que la formation était la seule réponse adaptée au chômage. Plus qu'au dispositif en lui-même, les étudiants s'en seront pris à son message. Ils n'acceptent pas que la dévaluation se fasse aussi clairement ressentir, que le symbole de la valeur des diplômes soit ouvertement et publiquement remis en cause. Alors qu'en 1968 les étudiants dénonçaient "l'école des patrons" et "l'Université au service du capitalisme", le système éducatif bénéficie aujourd'hui au contraire d'un consensus car il représente le vecteur de l'emploi et de la promotion sociale. La crise de mai 68 était avant tout politique et culturelle, celle de 1994 est sociale et économique. Et les derniers événements de l'automne 1995, qui ne sont pas sans rappeler ceux qui avaient parcouru les lycées en 1990, viennent renforcer cette perspective. Les étudiants manifestent leur colère contre leurs conditions de travail, la misère de leur campus et les inégalités entre les universités. Mais derrière leur objectif premier, qui consiste à obtenir le réengagement de l'Etat dans les finances de l'enseignement supérieur ainsi que la création de postes d'enseignants, se cache leur désillusion

face à leur avenir professionnel. Leur message est clair selon G. Courtois : "Puisque l'avenir est incertain, assurez au moins le présent", (*Le Monde*, 28 novembre 1995).

Arrivés au terme de ce bref aperçu sur l'évolution de la place des étudiants dans la société et sur les transformations de l'enseignement supérieur qui l'ont accompagné, il apparaît que les façons d'être, de vivre propres au groupe étudiant, qui se sont constituées au cours du temps, sont le résultat d'un processus historique de longue date. L'histoire des étudiants s'insère dans celle des structures, au cours de laquelle ils conservent bien des traits de leur structure ancienne, mais ils évoluent aussi de façon autonome. Jusqu'à la première guerre mondiale, les étudiants ont formé une réalité aux caractéristiques spécifiques : on y voit un groupe qui s'est constitué en marge des autres groupes sociaux ; on y voit une jeunesse bourgeoise privilégiée qui se répartit dans les facultés et les Grandes Ecoles ; on y voit une "jeunesse dorée" oisive et bohème qui manifeste son goût pour les distractions et le folklore. Mais les transformations de la société, les temporalités de long, moyen et court terme ont fini par modifier les traits qui distinguaient les étudiants et l'Université : la première guerre mondiale qui a induit de nouvelles formes de solidarités estudiantines ; la puissance sociale acquise par le groupe dans les années 1950, qui s'est concrétisée par son institutionnalisation aux lendemains de la seconde guerre mondiale ; la reprise économique des années soixante, marquée par le processus de massification des études supérieures et par une politique volontariste et démocratique qui diversifie l'offre de formation ; les événements de mai 1968 qui ont instauré une coupure entre les étudiants, les jeunes et la société, et surtout à partir des

années 1970, la crise économique qui remet en cause la valeur des diplômés sur le marché de l'emploi. Finalement, ni reproduction à l'identique qui se serait perpétué tel quel, ni émergence d'un nouvel équilibre, mais une réalité qui s'est construite au cours de l'histoire. L'aspect proprement historique de la réalité étudiante est donc lié au fait que la catégorie étudiante se trouve confrontée aux résultats de réalités construites, susceptibles d'être "activées", "réactivées" ou "désactivées" (Corcuff, 1991, p. 55), en fonction des événements sociaux, économiques du moment, et qui font l'objet de nombreux discours, d'interprétations et de perceptions, porteurs d'enjeux identitaires contribuant à la légitimation du groupe. On peut ainsi repérer trois types de marqueurs identitaires, qui constituent le référent inépuisable de toutes les analyses produites sur les étudiants depuis le début des années soixante jusqu'à nos jours :

- le premier fait apparaître l'identité scolaire des étudiants : dans cette optique, les étudiants ont été envisagés à travers les processus de socialisation scolaire et ont été définis par référence à l'institution scolaire. Cette perspective est liée aux débats sur la "démocratisation" de l'enseignement supérieur, à l'échec ou à la réussite scolaire, lesquels sont étroitement liés à l'origine sociale de l'étudiant. L'identité socioculturelle des étudiants est alors mise en avant par les sociologues pour expliquer la reproduction ou la production des inégalités à travers les mécanismes sélectifs des carrières, des choix d'orientation.

- le second est lié à l'identité "professionnelle" des étudiants : dans cette optique, les étudiants ont été appréhendés à travers les processus de socialisation professionnelle et ont été définis dans leur rapport au "travail", soit celui auquel l'étudiant peut prétendre

en tant que "travailleur intellectuel", soit celui auquel il pourra prétendre une fois achevée sa formation. La première forme de représentation diffusée essentiellement par les associations étudiantes, implique la reconnaissance sociale du "travail intellectuel" de l'étudiant, considéré au même titre que l'apprenti ou le jeune ouvrier, et devant se justifier par une rémunération. Cette définition suppose une insertion sociale progressive de l'étudiant dans la société. La seconde perception, liée à la crise de l'emploi, implique quant à elle une définition sociale de l'étudiant basée en référence à son insertion sociale future, puisqu'elle s'intéresse aux différentes modalités d'intégration professionnelle des étudiants sur le marché du travail.

- enfin, le troisième met en avant l'identité juvénile des étudiants. Plusieurs raisons ont été à l'origine de cette perception sociale : elle est due en premier lieu à certaines interprétations de la crise de mai 1968 qui ont voulu y voir une crise de "génération" entre les jeunes et les adultes et ont conclu à l'existence d'une jeunesse cohérente ; elle est également liée à une certaine homogénéisation des comportements et des modèles culturels de la jeunesse depuis une vingtaine d'années.

## Bibliographie

- Amiot M., Frickey A., 1978, *A quoi sert l'Université ?*, Grenoble, Presses Universitaires de Grenoble.
- Aron, 1968, *La révolution introuvable, Réflexions sur la révolution de mai*, Paris, Fayard.
- Baudelot C., Benoliel R., Cukrowicz H., Establet R., 1981, *Les étudiants, l'emploi, la crise*, Paris, Maspero.
- Boltanski L., 1982, *Les cadres, la formation d'un groupe social*, Paris, Editions de Minuit.

- Boudon R., 1973, Ed. 1979, *L'inégalité des chances*, Paris, A. Colin.
- Bourdieu P., 1978, "Classement, déclasserement, reclassement", *Actes de la Recherche en Sciences sociales*, n°24, Novembre, p. 3-22.
- Bourdieu P., Passeron J.-C., 1964, Ed. 1985, *Les héritiers, les étudiants et la culture*, Paris, Editions de Minuit.
- Bourdieu P., Passeron J.-C., 1970, *La Reproduction, Eléments pour une théorie du système d'enseignement*, Paris, Les Editions de Minuit.
- Burney J.-M., 1988, *Toulouse et son université, facultés et étudiants dans la France provinciale du 19<sup>e</sup> siècle*, Toulouse, Presses Universitaires du Mirail.
- Chamboredon J.-C., 1985, "Adolescence et post-adolescence : la juvénisation", in Alléou A.-M., Morva O., Lebovici, S., (sous direction), *Adolescence terminée, adolescence interminable*, Paris, PUF, p. 13-28.
- Corcuff P., "Le catégoriel, le professionnel et la classe : usages contemporains de formes historiques", *Genèses, Sciences sociales et histoire*, Dossier : La construction du syndicalisme, 3, Mars, 1991, p. 55-72.
- Cros L., 1961, *L'explosion scolaire*, Paris, CUIP.
- Dubet F., 1994, "Les étudiants", in Dubet F., Filâtre D., Merrien F.-X., Sauvage A., Vince A., *Universités et Villes*, Paris, L'Harmattan.
- Gaudez P., 1961, *Les étudiants*, Essai, Préface D. Wallon, Paris, R. Julliard.
- Hamon H., Rotman P., 1987, *Génération. 1. Les années de rêve, Génération. 2. Les années de poudre*, Paris, Seuil.
- Levy-Garboua L., 1976, "Les demandes de l'étudiant ou les contradictions de l'université de masse", *Revue française de Sociologie*, XVII, p. 53-80.
- Morin E., 1962, *L'esprit du temps*, Paris, Grasset.
- Passeron J.-C., 1982, "L'inflation des diplômes, Remarques sur l'usage de quelques concepts analogiques en sociologie", *Revue française de Sociologie*, XXIII-4, Oct-Déc, p. 551-584.
- Passeron J.-C., 1986, "1950-1980 : l'Université mise à la question : changement de décor ou changement de cap ?", in J. Verger, (sous la direction), *Histoire des Universités en France*, Toulouse, Privat.
- Prost A., 1968, *Histoire de l'enseignement en France, 1800-1967*, Paris, Armand Colin.
- Snow P., 1968, *Les deux cultures*, Paris, Pauvert.
- Terrail J.-P., *La dynamique des générations. Activité individuelle et changement social (1968/1993)*, Paris, L'Harmattan, Logiques sociales, 1995.
- Touraine A., 1968, *Mouvement de mai et communisme utopique*, Paris, Le Seuil.

## Notes

1 Cet article est issu de la thèse de V. Erlich : *Les étudiants, un groupe social en formation. Etude des transformations de la population étudiante française et de ses modes de vie (1960-1994)*, Thèse de nouveau doctorat de Sociologie, sous la direction de R. Pottier, Université de Nice Sophia Antipolis, Sept. 1996.

2 Le 24 février 1994, Edouard Balladur créait le CIP, devant permettre l'embauche des jeunes avec un salaire correspondant à 80% du SMIC. Cette mesure touchait particulièrement les jeunes diplômés d'un niveau bac + 2, soumis à la même règle lorsqu'ils étaient au chômage depuis au moins six mois. Le projet sera finalement retiré après les manifestations des étudiants, qui dureront plus d'un mois, ajoutées aux violences des casseurs.